

L' UE et l'euro cassent la France et ses conquêtes sociales !

LE PEUPLE FRANÇAIS DOIT POUVOIR SE PRONONCER PAR REFERENDUM SUR L'EURO ET SUR L'UNION EUROPÉENNE !

En 1992, les promoteurs du Traité de Maastricht et de la monnaie unique promettaient aux Français le plein emploi, le progrès, la démocratie et la fraternité entre les peuples. **L'expérience a démenti toutes ces promesses ; en effet,**

- la zone euro est synonyme de récession, de casse du tissu industriel et agricole, de chômage massif, d'extension de la pauvreté et de la précarité ; « l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » prescrite par l'U.E. aide les forces d'argent à démolir le *produire en France*, à comprimer les salaires, les services publics et la protection sociale.
- L'euro asservit les pays de l'est et du sud de l'Europe à l'économie allemande et à l'économie des U.S.A., dont la France devient un appendice.
- La souveraineté du peuple français, qui a refusé la constitution européenne, alias « Traité de Lisbonne », est bafouée ; les partis pro-Maastricht qui se succèdent au pouvoir exécutent la feuille de route destructive édictée par la Commission de Bruxelles, la Banque de Francfort et le patronat français.
- En France et ailleurs, les dégâts sociaux et libertici-

des ainsi que les frustrations engendrées par la « construction » européenne nourrissent l'extrême droite, la xénophobie, le racisme, le fascisme et la haine. Soutenus par l'O.T.A.N., à laquelle l' U.E. est étroitement liée, des nostalgiques du Troisième Reich relèvent la tête de l'Ukraine aux Pays baltes, provoquant la Russie et jouant avec la paix mondiale.

Sous la direction de l'OTAN, de l'UE et des USA, le pays est engagé par les gouvernants successifs dans des guerres coloniales en Libye, en Afrique subsaharienne et en Syrie.

- En fait de diversité culturelle l' "Oncle Sam se sert de l' U.E., en passe de se muer en « Grand Marché Transatlantique », pour imposer son idéologie, sa langue et sa sous-culture.
- Les euro-régions et les « métropoles » menacent les communes et la « République laïque, une et indivisible » héritée de notre histoire.

Bref, la France issue de la Révolution et du *Conseil national de la Résistance* se dissout rapidement dans le bain d'acide d'une U.E. dominée par le capital financier.

- La dictature de l' U.E. sur la Grèce, mais aussi le traitement humiliant infligé à l'Europe du sud et de l'est, prouve que l' « Europe sociale » est impossible dans le cadre de l' U.E., entièrement au service des plus riches et des plus puissants. Il faut donc que la France sorte de l' U.E. et de l'euro pour permettre au peuple de reconstruire sa souveraineté, de

remettre le monde du travail au cœur de la nation, d'organiser la coopération entre Etats souverains en Europe et hors d'Europe. Le peuple Français peut relever ce grand défi s'il reprend son destin en main sur des bases progressistes et républicaines.

Dans cette perspective, le peuple français doit au plus tôt pouvoir se prononcer sur le maintien ou non de la France dans la zone euro et dans l' U.E. – **Pour cela, il faut qu'un référendum soit rapidement organisé sur ces deux questions vitales et intimement liées :**

« La France doit-elle rester dans la zone euro ? »

« La France doit-elle rester dans l'Union européenne ? »

Si le verdict populaire était contourné comme le fut scandaleusement le Non populaire de mai 2005 à la Constitution européenne, notre peuple devrait en tirer les conséquences pratiques en intervenant par tous les moyens possibles et en refusant toute légitimité à ceux qui auraient à nouveau violé sa souveraineté.



Signez la pétition en ligne sur www.initiative-communiste.fr

Premiers signataires :

- ◆ Léon Landini, ancien officier FTP-MOI, Médaille de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, président du Pôle Renaissance Communiste en France dont il représente le Comité Central et
- ◆ Caroline Andréani, membre du Comité national du PCF,
- ◆ Saïd Bouamama, militant du R.C.C.
- ◆ Robert Brun retraité et militant syndical et communiste, ancien secrétaire de la fédération de la construction cgt
- ◆ Marie-Christine Burrigand Réseau Faire Vivre et Renforcer le PCF
- ◆ Loïc Chaigneau, animateur du site L'Afranchi
- ◆ Michel Debray, ancien président de l'Institut Charles De Gaulle.
- ◆ Jean-François Dejours, syndicaliste enseignant, professeur de philosophie
- ◆ Michel Decourcelles, militant du R.C.C.
- ◆ Roland Diagne, militant du R.C.C.
- ◆ Georges Gastaud, secrétaire national du PRCF, philosophe
- ◆ Jean-Pierre Hemmen, fils de Fusillé de la Résistance, directeur de la revue « Etincelles », vice-président du PRCF
- ◆ Jo Hernandez, syndicaliste EDF, responsable « luttes » du PRCF
- ◆ Antoine Manassis, responsable du PRCF pour les relations intérieures
- ◆ Annette Mateu-Casado, trésorière nationale du PRCF
- ◆ Laurent Nardi, ancien maire-adjoint de Passy (74)
- ◆ Anna Persichini, déléguée CGT d'IBM-Nice
- ◆ Pierre Pranchère, ancien maquisard FTPF de Corrèze, ancien député, a. membre du CC du PCF, vice-président du PRCF
- ◆ Jean-Luc Pujo, président des clubs Penser la France
- ◆ G. Rodriguez, militant CGT, responsable du Front syndical de classe
- ◆ Rose-Marie Serrano, défenseur de la mémoire républicaine de l'Espagne
- ◆ Jean-Pierre Sienkiewicz, syndicaliste, professeur agrégé de physique
- ◆ Roger Silvain, ancien responsable CGT chez Renault Bilancourt, président du Front syndical de Classe
- ◆ Stéphane Sirot, historien du syndicalisme
- ◆ Guillaume Suing, professeur de S.V.T., Rassemblement des cercles communistes
- ◆ William Roger, animateur du Rassemblement des cercles communistes
- ◆ ...

NOM/PRENOM	Ville - Adresse	qualité	Signature